

Initiatives ministérielles

ront pas à la signature de cet accord dégoûtant et destructeur.

Malgré sa grandiloquence, le député n'a pas livré la marchandise, comme son parti.

Le président suppléant (M. Paproski): En conformité avec l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qui seront soulevées ce soir à l'heure de l'ajournement: le député de Burin—Saint-Georges—Les pêches; le député de Don Valley—Est—La promotion de l'achat de produits canadiens; le député de Calgary—Nord—Est—Les victimes de la thalidomide; le député d'Edmonton—Sud—Est—L'industrie du gaz naturel; la députée de South West Nova—Les pêches.

• (1640)

Les secrétaires qui nous regardent à la télévision voudront bien informer les députés que nous pourrions peut-être entamer le débat d'ajournement beaucoup plus tôt et que ceux-ci feraient bien de se présenter dès que possible de telle sorte que nous puissions procéder sans interruption.

M. David Dingwall (Cap-Breton—Richmond—Est): Monsieur le Président, l'occasion qui m'est offerte ici aujourd'hui est magnifique. Je suis persuadé que le député reviendra à la Chambre, ne serait-ce que pour me poser un certain nombre de questions auxquelles je me ferai un plaisir de répondre n'importe quand et n'importe où au Canada, en autant qu'il s'agit de politique publique.

Le NPD fait preuve d'une hypocrisie consommée, en particulier le député de Saskatoon qui essaie de quitter la Chambre.

M. Skelly (North Island—Powell River): J'invoque le Règlement, monsieur le Président. La tradition à la Chambre est bien établie; j'espère que le député va s'excuser. . .

Le président suppléant (M. Paproski): Je n'ai pas vraiment entendu ce que le député avait à dire, mais quoi qu'il en soit, s'il veut quitter la Chambre, cela le regarde.

M. Dingwall: Monsieur le Président, l'hypocrisie du Nouveau Parti démocratique est évidente une fois de plus dans cette enceinte, comme on peut le constater dans tout le pays et dans les provinces. Les néo-démocrates sont les premiers à intervenir pour critiquer tous ceux qui

occupent des postes de responsabilité, que ce soit au niveau fédéral ou provincial.

Cependant, qu'en est-il de leurs activités au niveau provincial, en Saskatchewan ou en Ontario. Voyez les promesses qui ne sont pas tenues en Ontario, sous la direction de Bob Rae.

M. Keyes: C'est une litanie.

M. Dingwall: Mon collègue parle de litanie. C'est en effet une litanie de promesses violées par le NPD. Je suis stupéfait aujourd'hui de voir que le NPD s'intéresse tout à coup à la région de l'Atlantique, et je suis persuadé que le ministre des Anciens combattants, qui est un homme raisonnable, sera d'accord avec moi là-dessus. J'ai été sidéré de constater que le NPD, un parti basé à terre, comme un de nos vis-à-vis l'a si bien dit, se préoccupait tout à coup de la région de l'Atlantique et en particulier de Terre-Neuve et des stocks de poisson au large des côtes terre-neuviennes.

C'est de l'hypocrisie. Il est incroyable de penser que les néo-démocrates ont eu le culot de soulever cette question, alors qu'ils ne font absolument rien depuis quelques années au sujet des pêches.

Le député a parlé de commerce, ainsi que de notre politique relativement aux échanges commerciaux et à l'Accord de libre-échange. Nous avons précisé clairement ce que serait notre politique si nous formions le prochain gouvernement. Nous avons dit publiquement que nous entendions renégocier l'Accord de libre-échange, car c'est dans l'intérêt des Canadiens.

Ce n'est pas une position irréfléchie comme celle du Nouveau Parti démocratique, à la suite de l'entrée en vigueur de cette entente à laquelle beaucoup d'entre nous se sont opposés en fait. Quoi qu'il en soit, deux pays souverains, le Canada et les États-Unis, ont déjà commencé à l'appliquer. Les chefs d'entreprise ont effectué d'importants investissements afin d'adapter leurs opérations et leur secteur à cet accord. Je ne l'apprécie pas, mais c'est là la réalité avec laquelle nous devons composer.

Lorsque les néo-démocrates affirment que nous devons l'abroger, et non le renégocier, ils se font des illusions. Il est question des États-Unis dans le cas présent et non d'une petite république quelconque à laquelle on peut demander sans formalités de renégocier l'accord en question.